

Rejoignez-nous sur le site

www.alyammagazine.com



Pourquoi la frénésie pour l'or ?

Le Conseil mondial de l'or (CMO) a annoncé récemment que la demande avait atteint, en 2018, son plus haut niveau en cinquante ans. Une tendance qui dope la demande mondiale sur fond de risques politiques et économiques. La frénésie continue pour l'or atteint des records. Depuis une dizaine d'années, les banques centrales ont progressivement accru leur détention d'or. Ce mouvement s'est encore confirmé, l'année dernière, sur fond de risques politiques et économiques. Il a même atteint son plus haut niveau depuis la fin des accords de Bretton Woods, il y a près de cinquante ans, qui rattachaient le cours des monnaies aux réserves d'or des banques centrales.

Cette propension s'explique par le fait que l'or constitue une source de diversification pour les pays dont les balances en devises sont largement excédentaires, et qui craignent une dépréciation des devises de réserve en raison des politiques monétaires agressives. Les principaux acheteurs sont donc les pays émergents, qui recyclent ainsi une partie de leurs réserves de change. La Russie, notamment, a porté l'or à 17% de ses réserves contre à

peine 3% en 2008 !

Et le mouvement se poursuit. Entre début 2017 et fin juillet 2018, la plupart des achats ont été effectués par les banques centrales de Russie (383 tonnes), de Turquie (126 tonnes) et du Kazakhstan (68 tonnes) pour se détacher du dollar mais aussi par les institutions des banques de Hongrie, de Pologne ou d'Irak. L'or, comme gage d'indépendance, outil de diversification et alternative crédible au dollar, ne présente aucun risque de contrepartie. La Chine a aussi été un gros acheteur d'or, ces dernières années. Même si elle n'a fait part d'aucun nouvel achat depuis début 2017, elle a, par le passé, régulièrement acquis de l'or sans en informer les autorités, se contentant de régulariser sa situation à l'occasion. Ce fut le cas, par exemple, début 2015, lorsqu'elle elle annonça avoir acquis 600 tonnes d'or sur les 6 années précédentes, faisant passer ses stocks d'or de 1 054 tonnes à un peu plus de 1 658 tonnes d'un seul coup.

Les banques centrales continuent aussi à trouver un intérêt majeur à l'or pour diverses raisons. Il conjugue liquidité et sécurité de la propriété. Il n'est la dette de personne dans un monde extrêmement endetté. Universellement accepté et réserve de valeur sur la durée - il constitue un rempart historique face à l'inflation -, il reste solide en période de tensions économiques et constitue une source de diversification unique pour les pays. C'est pourquoi, les achats d'or par les banques centrales permettent de réduire leur traditionnelle lourde exposition au dollar, pour leurs réserves de change. Et les autres devises alternatives font l'objet d'incertitudes, entre l'euro qui doit composer avec d'importants

aléas politiques et économiques et la livre Sterling qui est chahutée par le manque de visibilité sur le Brexit. Quant au yuan renminbi, il souffre encore d'importantes restrictions de Pékin. Ainsi, l'or est une devise alternative plus fiable que le dollar, l'euro, le yen...

A la recherche d'une valeur refuge

Avec des marchés actions en pleine ascension depuis un an, les investisseurs ont eu tendance à délaisser l'or, d'autant que les craintes de durcissement des politiques monétaires ont pesé sur le cours de l'once. En revanche, hors marchés financiers, les investisseurs particuliers, qui achètent des pièces ou des lingots, ont des raisons diverses selon les pays pour rechercher une valeur refuge compte tenu de l'incertitude géopolitique internationale. Un cas extrême de marché sous stress serait l'Iran où la demande de ce type d'or a fortement grimpé - plus de 200% - entre le quatrième trimestre 2017 et le quatrième trimestre 2018, pour s'établir à environ 16 tonnes. Au Royaume-Uni, les incertitudes entourant le Brexit ont fait croître la demande de 36% à plus de 3 tonnes au quatrième trimestre. Des montants importants mais qui ne pèsent pas lourd en comparaison des 70 tonnes achetées en Chine (+ 3%) alors



que l'incertitude sur l'économie secouait le premier acheteur mondial !

Vers une dépression ?

La frénésie acheteuse des banques centrales sur l'or peut légitimement susciter l'inquiétude. En effet, comme tout investisseur, les banques centrales achètent de l'or quand elles commencent à se méfier des autres classes d'actifs (obligations...) et, plus généralement, du système financier. Elle traduit des tensions croissantes (risques géopolitiques, surendettement des États, montée de l'inflation...) et un mouvement de défiance. D'ailleurs, cette année, l'accélération des achats d'or des banques centrales a coïncidé avec le net regain de stress observé sur l'Italie, dont la situation financière inquiète de plus en plus. Décidément, les investisseurs en actifs risqués (actions...) seraient bien inspirés de rester sur leurs gardes...

Mariage civil, citoyenneté ou communautarisme ?

Au Liban, seuls les mariages religieux sont autorisés et enregistrés auprès des tribunaux de chacune des 18 communautés religieuses reconnues dans le pays. Bien que reconnu lorsqu'il est contracté à l'étranger, le mariage civil n'existe pas. Le ministre de l'Intérieur, Mme Raya el Hassan, a affirmé, en février 2019, vouloir la porte « pour un dialogue sérieux et profond avec toutes les instances religieuses (...) pour que le mariage civil soit reconnu. » Il n'en a pas fallu plus pour déclencher une ardente polémique. En France un collectif d'associations franco-libanaises et de personnalités, dont

L'Association des femmes arabes de la presse et de la communication (AFACOM) soutient l'initiative de Raya el Hassan.

Renforcer la citoyenneté

L'initiative de Raya el Hassan est courageuse car il s'agit de faire évoluer un pays qui, sous sa façade moderne, reste sclérosé par des archaïsmes ne faisant que le jeu des boutiques et du confessionnalisme. Il ne s'agit bien évidemment pas de se référer à un laïcisme idéologique borné et antireligieux ni de nier que les religions font partie du patrimoine national, mais de définir les citoyens par rapport à leur appartenance nationale et non selon les seuls critères d'appartenance à une communauté religieuse dont ils seraient prisonniers. La priorité dans cette affaire vise donc à renforcer une citoyenneté équitable au détriment d'un communautarisme sclérosé.

Un pays moderne n'est pas un assemblage brinquebalant de religions mais est un État où prévaut la citoyenneté primant sur tout autre appartenance. C'est également un pays où l'État de droit s'affirme et ne laisse pas de place aux communautarismes, aux féodalités et aux groupes qui constituent un État dans l'État. Donc le combat pour le mariage civil fait partie d'un tout et l'objectif est la modernisation du Liban, bien entendu dans le respect de ses traditions et de son identité.

Sortir de l'hypocrisie

En l'absence de mariage civil au Liban, ceux qui veulent contracter un tel mariage sont obligés d'aller à l'étranger, souvent à Chypre, ou de se livrer à toute sorte d'artifices plus ou moins hypocrites, par exemple des conversions de circonstance. C'est une situation ridicule à laquelle il faut mettre un terme. Il faut sortir de l'hypocrisie et trouver une solution



satisfaisante pour la dignité des citoyens et celle des religions ; En effet, la religion n'est pas un fonds de commerce et elle a une fonction plus digne à remplir. Bien entendu, le mariage civil n'exclut nullement la possibilité de faire un mariage religieux, ce qui est par exemple le cas en France. IL faut seulement redonner la main à l'État pour faire sortir le Liban d'un communautarisme qui le menace chaque jour davantage.

Dr Zeina el Tibi
Président de l'AFACOM

Le Pape visite à Abou Dhabi et plaide pour la fraternité

Thierry Rambaud - Professeur des universités (Paris)

La visite officielle du Pape François à Abou Dhabi du 3 au 5 février 2019 s'avère assurément intéressante à analyser à plus d'un titre. Elle tend en effet non seulement à consolider la place particulière tenue par les Emirats arabes Unis dans la région, mais également à souligner son rôle actif dans la géopolitique et la diplomatie religieuses mondiales.

La visite très médiatisée du Pape s'est placée dans le cadre d'une conférence internationale sur la fraternité humaine, rassemblant de nombreux intellectuels et dignitaires religieux et spirituels, qui s'est tenue les 3 et 4 février à Abou Dhabi. Charles Saint-Prot, qui a présenté une communication sur les valeurs communes, et Thierry Rambaud, y ont participé au titre de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris.

Ce fut l'occasion d'échanger avec des personnalités issues du monde entier, dont de nombreuses personnalités religieuses du Liban. Ces travaux doivent à présent être diffusés et l'action de formation et de pédagogie se poursuivre. En effet, il est fondamental que les préconisations mentionnées n'en restent pas à de louables intentions de principe, mais fassent l'objet d'actions concrètes et déterminées à faire évoluer les choses dans le sens du renforcement de la culture de la paix.

C'est aussi à Abou Dhabi, à l'invitation du Prince héritier des Emirats arabes unis, Mohammed Ibn Zayed el Nahyan, que, le 4 février, le pape François et le Grand Imam d'El-Azhar, Ahmad el



Tayeb, ont signé, en présence du Prince héritier des Émirats et de l'émir de Dubaï, vice-président de la Fédération, un Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence humaine.

Cette déclaration commune met l'accent sur des notions, comme l'humanité commune ou la fraternité, qui sont certes philosophiques, mais qui revêtent également un aspect juridique et politique marqué. Elles doivent servir ligne de conduite pour assurer la coexistence des êtres humains, indépendamment de leur conviction, de leur origine ou encore de leur religion.

À la page 6 du document dans sa version officielle remise aux participants à la Conférence (disponible également sur le site du Vatican), il est écrit : « Nous -croyants en Dieu, dans la rencontre finale avec Lui et dans son Jugement-, partant de notre responsabilité religieuse et morale,

nous demandons à nous-mêmes et aux Leaders du monde, aux artisans de la politique internationale et de l'économie mondiale, de s'engager sérieusement pour répandre la culture de la tolérance, de la coexistence et de la paix ; d'intervenir, dès que possible, pour arrêter l'effusion de sang innocent, et de mettre fin aux guerres, aux conflits, à la dégradation environnementale et au déclin culturel et moral que le monde vit actuellement ».

À cette fin, douze recommandations, portant sur des thèmes fondamentaux comme la protection de la liberté de croyance et des lieux de culte, la femme, la protection des enfants ou encore la citoyenneté, ont été proclamées. Les mots employés dans la Déclaration sont forts. Ils expriment des préoccupations qui doivent à présent être mises en œuvre de manière concrète et effective au moyen d'actions culturelles,

éducatives et politiques. La responsabilité du politique est fondamentale en la matière. Il n'est certes pas le seul à devoir agir, mais il lui incombe la place première, aidé par les responsables culturels et spirituels. En tout cas, la visite du Pape à Abou Dhabi marque une étape importante dans l'évolution du nécessaire dialogue des religions.

Rencontre entre le Pape et le Commandeur des croyants

Une occasion nouvelle se présentera lors du prochain séjour du Pape au Maroc les 30 et 31 mars prochains faisant suite au voyage que fit le pape Jean-Paul II au Roi Hassan II, en 1985. Il faut saluer cet important événement réunissant en terre d'Islam le Souverain Pontife et le Roi



Mohammed VI, le Commandeur des Croyants qui est le chef de file de l'Islam malikite, en particulier au Maghreb et en Afrique. Cette rencontre au sommet au Royaume du Maroc devrait être l'occasion de marquer une nouvelle étape du dialogue et de l'amitié entre chrétiens et musulmans.

« Nos valeurs communes »

Depuis la chute du bloc communiste, au début des années 1990, l'idéologie libérale occidentale, triomphante avec la mondialisation-globalisation, a semblé s'imposer au monde entier comme le système de référence unique. Toutefois il est permis de s'interroger sur la valeur universelle de ce modèle.

Le monde de l'après-guerre froide ne nourrit aucun grand dessein capable de soulever l'espérance de l'humanité tout entière. Les repères moraux s'effacent dramatiquement. Albert Camus écrivait que le spectre qui hante le XXe siècle est le nihilisme.

Or le nihilisme consiste d'abord dans l'effondrement des valeurs morales et religieuses. Le monde du XXIe siècle, court le risque de voir le triomphe du matérialisme. Ce monde ne nourrit aucun grand dessein capable de soulever l'espérance de l'humanité tout entière. Bien entendu, cela sape les bases de la solidarité humaine.



La menace c'est l'individualisme, les replis égoïstes, les conceptions étroites qui subordonnent tout au culte des intérêts particuliers au mépris du bien commun, ce bien commun ou intérêt général (maslaha) qui est le critère supérieur de nos civilisations et de nos systèmes politico-juridiques.

On parle beaucoup des crises financières et

économiques qui constituent un péril pour la stabilité du monde. Mais il y a une autre crise qui menace le monde moderne, une crise encore plus grave même si elle moins perceptible. Il s'agit de la crise intellectuelle et morale. La véritable crise –plus inquiétante encore que l'écroulement des bourses, de l'économie virtuelle et des niches financières– est donc le règne du matérialisme. Ce matérialisme éradicateur du spirituel est particulièrement à l'œuvre au sein des pays occidentaux, ou de ce qu'on appelle l'Occident.

Cette crise spirituelle constitue une menace terrible sur les civilisations. C'est pourquoi, la bataille essentielle est celle des valeurs spirituelles.

Les valeurs religieuses communes se fondent sur notre foi commune en l'unique Dieu, créateur de l'homme et de l'univers. Un Dieu qui ne veut pas l'abaissement de la personne humaine mais, au contraire, sa promotion et sa dignité. Un Dieu unique qui invite aussi les peuples à mieux de connaître les uns les autres.

Non seulement les civilisations ne sont pas condamnées à s'affronter, mais encore elles ont l'obligation de coopérer pour faire prévaloir l'humanisme face à la globalisation totalitaire

et nivélatrice.

Dans ces conditions, il faut imaginer une alliance des civilisations.

Une alliance des civilisations

Il s'agit très précisément de nouer une alliance pour construire un dialogue concret au service de la coopération entre les civilisations et mener de concert un combat pour la sauvegarde de la diversité des nations et des cultures.

Pour tout dire, il faut œuvrer pour l'insertion d'idéaux éthiques et de valeurs spirituelles dans un monde moderne qui est menacé par le nihilisme matérialiste. En même temps, sous couvert de l'idéologie ultralibérale, nous assistons au triomphe de la chrématistique que nos civilisations gréco-catholique (Aristote et Thomas d'Aquin) et musulmane ont d'ailleurs toujours condamnée.

Dans un monde où tous les repères moraux traditionnels s'effacent, les leçons que nous apporte la spiritualité religieuse doivent nous permettre de retrouver du sens, de construire une société nouvelle basée sur les valeurs communes de tolérance, de partage et de respect mutuel.

C'est à bon droit que les Papes (Jean-Paul



« Nos valeurs communes »

Dr Charles Saint-Prot, Directeur général de l'OEG

Il, Benoit XVI, François) ont mis en garde contre les excès de l'ultra-modernisme matérialiste. Je pense aussi à des sommités religieuses musulmanes comme Cheikh Tayeb d'al Azhar, comme notre ami Dr Altwaijri, le directeur général de l'ISESCO qui est un ardent défenseur de l'alliance des civilisations.

Je pense aussi au Roi du Maroc, SM Mohammed VI, qui en sa qualité de Commandeur des Croyants, donne inlassablement l'exemple du dialogue et de la tolérance contre les extrémismes. Ces hommes exemplaires sont convaincus que l'Islam conserve « la même et invariable aptitude à se développer, engendrer et innover », en faisant l'effort d'adaptation, l'ijtihad, qui permet de concilier le respect nécessaire de la tradition et la prise en compte des évolutions dans le domaine des affaires sociales (mou'amat). En vérité, l'humanité court désormais le risque d'être privée de l'élément éthique de la vie. Le monde de la globalisation ultralibérale est marqué par le sentiment de la perte ou de l'absence du sens. Or, la de-signification est tout simplement le glissement inexorable vers une société globalisée, uniformisée et utilitaire, combinant la standardisation des cultures et l'exaltation de l'individu sans foi ni loi.

La menace c'est la disparition des civilisations

Soyons clairs. Le danger qui nous guette n'est pas un improbable « choc des civilisations », idéologie colportée par certains cercles hégémonistes des États-Unis, le danger c'est

la disparition des civilisations elles-mêmes. La confrontation n'est donc pas entre l'Islam et l'Occident comme le prétendent les illuminés du choc des civilisations. La véritable confrontation dont l'avenir de l'humanité fournit l'enjeu est ailleurs. Cette confrontation se trouve entre, d'une part, les civilisations et, d'autre part, l'installation d'une nouvelle barbarie, d'un monde privé du spirituel.

Dans ces conditions, les deux grandes religions monothéistes et universalistes – soubassements essentiels de nos civilisations européennes et musulmane – ont l'obligation de se fixer pour objectif concret de combattre pour les valeurs spirituelles. Il faut donc jeter les fondements d'une action commune pour construire un monde qui retrouvera une signification spirituelle. Il s'agit de mieux cerner les convergences, il s'agit de faire ressortir clairement les valeurs partagées, les idéaux fondamentaux, l'éthique commune.

Ayant dégagé cette éthique commune, il faudra ensuite construire une alliance de civilisations afin d'agir en commun et œuvrer pour l'insertion d'idéaux éthiques et de valeurs spirituelles dans la trame des réalités les plus concrètes. C'est-à-dire pour réconcilier le spirituel et le temporel.

Le temps n'est plus pour les religions de se combattre entre elles, mais à combattre ensemble contre le recul des valeurs morales et spirituelles, contre le matérialisme, contre les excès de l'individualisme ».



La question que nous devons nous poser est la suivante : que reste-t-il de l'homme quand on rejette l'humanisme, les principes éthiques les plus constants et tout projet de civilisation ? En vérité, le temps est venu de la concertation entre les grandes religions monothéistes – entre l'Église catholique et l'Islam – pour donner une consistance au dialogue des civilisations. Ce dialogue ne doit pas être un slogan mais prendre une forme concrète : l'action commune pour construire un monde qui retrouvera une signification spirituelle pour ne pas devenir une termitière uniformisée.

Le monde a besoin de civilisations fortes et fermes. Loin d'être condamnées à s'affronter, les civilisations porteuses du message monothéiste

ont l'ardente obligation de coopérer pour faire prévaloir l'humanisme face à la globalisation totalitaire.

La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. La véritable paix nécessite une lutte quotidienne contre les désordres économiques et politiques qui sont sources de tensions internes et externes, menaçant la stabilité des pays et des régions. La paix consiste aussi à résoudre les conflits et les situations d'injustice les plus criantes. Et ici je pense particulièrement au drame de la Palestine occupée.

Comme l'écrit le Père Henri de La Hougue, l'urgence de bâtir la paix engage d'une manière particulière les responsables politiques et religieux à collaborer. « Pour la première fois, les religions du monde peuvent constater leur responsabilité commune, pas simplement par rapport à la destinée éternelle de l'homme, mais aussi par rapport à la vie historique et concrète de l'humanité ».

En conclusion, j'affirme que si l'Occident et l'Islam doivent mieux se comprendre, ce n'est pas parce qu'ils constitueraient l'un pour l'autre une menace, comme le prétendent les néoconservateurs des États-Unis. Ils doivent mieux se comprendre parce qu'ils contiennent ensemble beaucoup de valeurs morales dont notre monde a besoin. C'est pourquoi, ils doivent coopérer pour défendre les principes de base de la fraternité humaine.

Diner AFACOM du 5 janvier 2019

L'Association des femmes arabes de la presse et de la communication (AFACOM) a réuni ses membres et ses amis pour un dîner qui a eu lieu le 5 janvier 2019 au restaurant libanais Le Chérine, à Paris. À cette occasion Dr Zeina el Tibi, présidente de l'AFACOM, a fait le bilan de l'année 2018, elle a souligné le grand succès du Forum au Parlement européen à Bruxelles, le 17 octobre 2018, sous le thème le « Dialogue Euro-Méditerranéen au féminin. Nos valeurs communes ». Zeina el Tibi a également présenté les prochaines activités de l'AFACOM, dont une émission à la radio pour la journée de la Francophonie, le 20 mars 2019 ; un colloque sur la Journée de la Terre en Palestine, le 30 mars ; le prochain forum du « Dialogue Euro-Méditerranéen au féminin » qui aura lieu sur le thème « Les femmes et le patrimoine », à Tunis en octobre 2019.



Elle a aussi présenté l'ouvrage « Les femmes des deux rives de la Méditerranée face à l'extrémisme » paru aux éditions Karthala dans la collection « études géopolitiques ».



Prix Ibn Khaldoun- Senghor de traduction français-arabe

Le Prix Ibn Khaldoun-Léopold Sédar Senghor de traduction du français vers arabe et de l'arabe vers le français, a été créé en 2007 pour promouvoir la diversité culturelle et linguistique et pour encourager toutes formes d'échanges culturels entre les mondes arabophone et francophone.

Les langues, vecteurs d'unité mais aussi de scission très puissants, constituent un préalable indispensable à la construction des identités et à la pluralité des manières de concevoir le monde et de le dire.

Elles sont, dans le même temps, au fondement de notre capacité à accepter l'autre dans sa différence, à le respecter et à établir avec lui un dialogue. Un dialogue qui se construit d'abord et avant tout par le désir de balayer les préjugés, de s'ouvrir vers l'autre et d'accepter la différence pour tenter de la comprendre et de s'en nourrir.

C'est dans l'esprit de ce dialogue que nous avons créé ce Prix de la traduction, conjointement avec l'Organisation arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (ALECSO) pour récompenser la traduction du français vers l'arabe et de l'arabe vers le français d'une œuvre littéraire et/ou en sciences humaines et sociales.

Pour l'illustrer, nous avons choisi deux figures emblématiques des deux patrimoines culturels afin de stimuler l'enrichissement mutuel des deux



cultures, pour faire réciproquement connaître des auteurs et des œuvres de chacun de nos espaces linguistiques. Traduire c'est l'acte de médiation par excellence, qui donne accès à des savoirs différents, à des expériences différentes, à des interprétations différentes du monde. Traduire, c'est un acte éminemment interculturel..

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Organisation arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (ALECSO) annoncent le lancement du 12e Prix de la traduction Ibn Khaldoun-Senghor français->arabe.

Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 31 mai 2019.

Direction « Langue française, culture et diversités » Claudia Pietri, spécialiste de programme : +33 (0) 1 44 37 32 22 claudia.pietri@francophonie.org

Un mois de Francophonie au féminin en 2019



MARS 2019 MOIS DE LA FRANCOPHONIE AU FÉMININ !

#MDLF19LB

INSTITUT FRANÇAIS DU LIBAN
IFR_LIBAN



Partenaire exclusif saison



Chaque année, en mars, le Liban célèbre le Mois de la Francophonie. Cette manifestation, pilotée par le Ministère de la Culture et dont sont partenaires l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et les ambassades francophones, est un temps fort de la vie culturelle au Liban.

Table-ronde « Les migrations au Liban et Moyen-Orient : de l'installation au retour » 5 mars 2019

La Direction régionale de l'AUF au Moyen-Orient organise une table-ronde sur le thème des réfugiés, migrants et déplacés le 5 mars à 16h, à Beit Beirut, Sodoco.

Le débat portera sur les questions liées aux actualités juridiques, économiques et socio-culturelles.

Table ronde « Regards multidisciplinaires sur la planète francophone à l'ère du numérique : enjeux, défis, innovation » 9 mars 2019

Dans un monde submergé par la technologie, en particulier le numérique, les atouts sociaux sont incontestables à tous les niveaux (médecine, sciences, enseignement etc..) mais les dérives doivent être contrôlées.

Une table ronde organisée par le Campus Numérique Francophone de Tripoli en partenariat avec l'école doctorale des lettres, sciences humaines et sociales de l'Université Libanaise, regroupera des experts de différents domaines et spécialités pour discuter de cette thématique, le samedi 9 mars 2019, à 16h, au Centre Culturel Safadi de Tripoli.

Championnat international de débat d'éloquence 11 - 15 mars 2019

Le Championnat international de débat est organisé par l'Université Saint-Joseph, en partenariat avec l'AUF au Moyen-Orient. Cette compétition de débat et d'éloquence, qui cette année se fera en deux langues (français et arabe), verra la participation d'étudiants francophones et arabophones venus spécialement d'Asie, d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient pour concourir et porter leurs couleurs nationales, tout en permettant à la langue de Molière de rayonner à partir de Beyrouth. La grande finale aura lieu le 15 mars.

Colloque international à l'occasion du 1er centenaire de l'Etat du Grand Liban 21-22 mars 2019

« Les communautés de l'État du Liban (1920-2020) : Réflexions et perspectives », à l'université Saint-Esprit de Kaslik.

L'objectif de ce colloque, soutenu par l'AUF, est de dresser un bilan rigoureux et exhaustif de l'expérience libanaise étatique centenaire incluant le statut de ses confessions ou de ses communautés, en égard à leurs rôles historiques, leurs répartitions démographiques et leur poids numérique, majoritaire ou minoritaire, leurs interactions et leurs espoirs et appréhensions de leur coexistence.

Concours du « Mot d'Or de la francophonie » 28 mars 2019

L'AUF au Moyen-Orient, l'association « Actions pour promouvoir le français des affaires » (APFA), l'Institut français du Liban et l'Institut des Finances Basil Fuleihan organisent l'édition libanaise du concours du « Mot d'Or de la francophonie ». Ce concours qui vise à promouvoir l'utilisation du français dans le langage des affaires, s'adresse à deux catégories : les étudiants de moins de 27 ans et les jeunes professionnels de moins de 40 ans. La grande finale se tiendra le 28 mars 2018 à l'Amphithéâtre François Bassil, CIS, Université Saint-Joseph.

Les événements culturels

CONCERT D'OUVERTURE Delphine Bardin & l'Orchestre Philharmonique du Liban

Vendredi 1er mars | 20h30
Eglise Saint-Joseph des Pères Jésuites,
Monot Achrafieh

L'Institut français du Liban et le Conservatoire National Supérieur de Musique du Liban invitent la pianiste Delphine Bardin pour le concert d'ouverture du Mois de la francophonie, avec l'Orchestre Philharmonique du Liban en collaboration avec le ministère de la Culture libanais.

Entrée libre, sans réservation
Programme Mozart - Concerto pour Piano et Orchestre en Ré mineur No. 20
Elgar - Concerto pour Violoncelle et Orchestre Mozart - Overture Idomeneo

Direction : Walid Moussalem
Piano : Delphine Bardin
Violoncelle : Charbel Charbel

CONCOURS INTERNATIONAL DES FEMMES PHOTOGRAPHERS INTERNATIONAL WOMEN PHOTOGRAPHERS AWARD

Du jeudi 7 au samedi 30 mars | 20h30

Galerie de l'Institut français du Liban - Beyrouth

Dans les agences photo, un photographe sur quatre est une femme. L'association IWPA (International Women Photographers Award) lutte contre la sous-représentation des femmes photographes et les soutient dans leur pratique personnelle comme dans leurs démarches professionnelles.

Entrée libre

Vernissage le jeudi 7 mars à 18h30

Hanane Hajj Ali THÉÂTRE

"Jogging, théâtre en chantier" par Hanane Hajj Ali

Vendredi 8 mars | 20h Salle Montaigne - Institut français du Liban

Hanane, une comédienne, une citoyenne cinquantenaire fait son jogging quotidien dans les rues de Beyrouth pour lutter contre l'ostéoporose, l'obésité et la dépression. Tout en courant, elle revisite ses rêves, ses désirs, ses déceptions et toutes les facettes du personnage de Médée.

Durée 1h20

En arabe surtitré français

Entrée libre

Concept, texte et performance - Hanane Hajj Ali
Direction artistique et scénographie - Eric Deniaud

Dramaturgie - Abdullah Alkafri

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CONTE ET DU MONODRAME

Du lundi 11 au dimanche 17 mars

Maison de l'artiste à Hammana et en tournée au Liban

La Maison des arts et du conte, en collaboration avec le Théâtre Monnot, le collectif Kahraba, la Maison de l'artiste à Hammana, avec le soutien de l'Institut français du Liban, est heureuse d'annoncer la tenue de la 20ème édition du festival international du conte sur le thème de « Orient-occident, réciproquement », à destination des élèves comme du grand public.

LA DICTÉE DES FINANCES

Mercredi 13 mars | 11h

Institut des finances Basil Fuleihan

La Dictée des Finances organisée par l'Institut des Finances Basil Fuleihan - Ministère des Finances, en collaboration avec l'Institut Français est de retour dans sa sixième édition ! Elle sera prononcée par S.E.M. Bruno Foucher, Ambassadeur de France au Liban.

Cette compétition d'orthographe s'adresse à tous les francophones de 16 ans et plus, avec une catégorie Junior (16-18 ans) et une catégorie Sénior (19 ans et plus). Grammaire, orthographe, finances, économie mais aussi divertissement sont au rendez-vous.

De nombreux prix attendent les gagnants !

« Nos Divas », par Hassan El Geretly THÉÂTRE MUSICAL

« Nos Divas », par la cie El Warsha
Vendredi 15 mars | 20h Salle Montaigne
- Institut français du Liban

Ce spectacle 'cabaret' est une exploration intimiste et musicale à plusieurs voix mise en scène par la compagnie Al Warsha. Librement inspiré du roman illustré « Ô nuit ô mes yeux » de Lamia Ziadé, les artistes présentent des variations originales inspirées de l'âge d'or de la chanson et du cinéma égyptiens, qui nous fait revivre une époque mythique, toute de liberté, d'énergie, d'excès et de gaieté - de mélancolie aussi.

Durée 1h | en arabe et français

Entrée : 15.000 L.L. / 10.000 L.L. (étudiant)

Mise en scène - Hassan El Geretly

CONCERT ILLUSTRÉ

"Le Piano oriental", par Zeina Abirached
Vendredi 22 mars | 20h Salle Montaigne
- Institut français du Liban

« Nous sommes à Beyrouth dans les années cinquante. Stéphane Tsapis au piano, et Zeina Abirached au dessin, racontent en musique, en mots et en images le destin de ce piano unique au monde, permettant de jouer les quarts de tons de la musique orientale sur un clavier de piano. Ce piano bilingue conçu par le grand-père de Zeina Abirached n'existe qu'en un seul exemplaire. Il sera sur la scène pour la première fois au Liban.

Durée 1h | en français

Entrée : 15.000 L.L. / 10.000 L.L. (étudiant)

الاحتلال مستمر بسياسة نهب أموال السلطة الفلسطينية



الصحافة» الذي ينظمه مكتب وزارة الإعلام في نابلس، تحت عنوان «نابلس في أرقام وأثر ذلك في تحقيق التنمية الاجتماعية».

وأضافت ان عدد سكان المحافظة بلغ 388 ألف نسمة، 40% منهم يسكنون المدينة وبلغ عددهم 191460 نسمة، وتأتي بالمرتبة الثالثة بعد الخليل والقدس من حيث عدد السكان في الضفة الغربية.

وأوضحت أن مساحة محافظة نابلس بلغت 598.5 كيلومتر مربعاً، فيما بلغت مساحة المدينة 41 كيلومتراً مربعاً، مشيرة إلى أن من الإيجابيات التي تمتاز فيها المحافظة أن معدل الأمية فيها أقل من المعدل العام البالغ 2.3%، مضيفة ان 68% من المجتمع الفلسطيني تحت سن 30 عاماً، منوهة إلى أن نسبة الأطفال دون 15 سنة تشكل 35% من عدد سكان المحافظة.

المواطن الفلسطيني لخزينة السلطة، وكانت المساعدات سابقاً تصل إلى 1.6 مليار دولار، أما في العام الماضي فلم تتجاوز قيمة المساعدات 400 مليون دولار ومن المتوقع أن تصل لـ 350 مليون دولار خلال العام الجاري 2019.

وقد قررت القيادة الفلسطينية التوجه للمحاكم الدولية لمحاسبة إسرائيل على سرقة أموال الضرائب، إضافة إلى اتخاذ قرارات تتعلق بإعادة النظر في كل أشكال العلاقة مع إسرائيل. كما شكلت وفداً لحث الدول العربية على توفير شبكة أمان مالية.

عوض: معدل البطالة في محافظة نابلس 18%

من جهتها، قالت رئيسة الجهاز المركزي للإحصاء الفلسطيني علا عوض إن معدل البطالة في محافظة نابلس بلغ 18%، فيما بلغ في المدينة 9% فقط، وهي النسبة الأقل في المحافظات الأخرى شمال الضفة الغربية.

جاء ذلك خلال استعراض عوض، اليوم الثلاثاء، أبرز المؤشرات الإحصائية في محافظة نابلس، وفقاً لتعداد العام للسكان والمساكن والمنشآت للعام 2017، ضمن برنامج «واجهة

وتبلغ نسبة الاقتطاع ما يقارب 5.2 بالمئة من مجموع الإنفاق العام للسلطة الفلسطينية، وهو ما يعني أن بإمكان السلطة إغلاق الثغرة من خلال عدة تدابير.

وأضاف أن هناك نوعان من التدابير أحدها حميدة وندعو لها دائماً، منها التقشف في سياسات الإنفاق العام.

أما النوع الثاني من التدابير التي تلجأ السلطة لها، فتتمثل في رفع ضرائب ورسوم على الخدمات التي تقدمها، بالإضافة لبعض أنواع الضرائب والتي تقول السلطة أنه لا يوجد أي مساس بها، ومن أمثلة ذلك قيام الحكومة بزيادة الجمارك على السيارات المستعملة المستوردة، لأن قانون اقتطاع أموال المقاصة موضوع ليس بالجديد.

وكانت وزيرة الاقتصاد الوطني عبيد عودة أكدت في تصريحات صحفية انه لا يوجد أي توجه من قبل الحكومة لرفع الضرائب أو زيادة الجمارك.

وأوضح اشتية إن ما يقال حول الاقتصاد الفلسطيني بأنه قائم على المساعدات بدأ يتراجع بشكل كبير ولموس، ففي عام 2018 وحسب الحسابات الختامية لم تتجاوز المساعدات الدولية ما نسبته 15 بالمئة، والنسبة المتبقية هي تمويل

قرر المجلس الوزاري المصغر في إسرائيل (الكابينت)، اقتطاع نصف مليار شيقل من عائدات الضرائب التي تحول إلى السلطة قبل أيام، هذا القرار أدى إلى نشوب موجة من التصريحات والآراء والتخوفات من تأثير القرار على السلطة الفلسطينية.

من جانبه، أعلن الرئيس الفلسطيني محمود عباس رفضه وإدانتة للقرار وقال بأن السلطة لن تستلم الأموال منقوصة قرشاً واحداً، ولن تقبل بذلك إطلاقاً.

وأضاف: «إما أن تأتي كل أموالنا وحقوقنا، أو لن نقبل استلام قرش واحد منهم، ما داموا قرصنوا جزءاً من المبلغ فليقرصنوا بقيته».

وحول قرار الرئيس عباس قال أستاذ الاقتصاد في جامعة النجاح الوطنية بكر اشتية في مقابلة لـ «بوابة اقتصاد فلسطين» إن الفلسطينيين اعتادوا على تهديدات إسرائيل باقتطاع أموال المقاصة.

ورأى أن قرار السلطة بالامتناع عن استلام أموال المقاصة ورقة للضغط على إسرائيل أمام المجتمع الدولي لوقف القرصنة الإسرائيلية على حقوق الشعب الفلسطيني.

تتمة الصفحة ٣

اسماعيل: محاكمة واقعية

الخبير الدستوري الدكتور عصام اسماعيل

«الأعلى لمحاكمة الرؤساء والوزراء في لبنان».. أبرز أدوات مكافحة الفساد ولكن؟

تيار «المستقبل» على السنيورة كحيلة لتحريك الملف مجدداً وتبرنته. جرى الادعاء ومارس المستقبليون العراضات، وقدموا مسرحية هزيلة لطى الملف الى غير رجعة.

يُشدّد اسماعيل على أنّ تعديل القانون 18 يشكّل الخطوة الوحيدة قبل الحديث عن أي مكافحة للفساد. برأي الخبير الدستوري علينا تسهيل شروط الادعاء والسماح للمدعي العام المالي والتمييزي الادعاء على الرؤساء والوزراء أمام المجلس الأعلى، لننتقل لاحقاً الى مرحلة الاتهام وتُصبح عملية المحاكمة واقعية أكثر.



للعيش المشترك، ليبر القانون 18 النور عام 1990. المجلس ينتخب مع كل ولاية جديدة، ويتكوّن من سبعة نواب أصليين، وثلاثة ردهاء، إضافة إلى ثمانية من أعلى القضاة رتبة، حسب درجات التسلسل القضائي.

ويُسجل اسماعيل عدة ملاحظات تحول دون وصول الدعوى الى المجلس الأعلى، أو بالأحرى تُعيق عملية الاتهام، إذ منع على هيئة التقنيش المركزي وديوان المحاسبة والنائب العام المالي ونظيره التمييزي الادعاء على أي رئيس أو وزير. وحصر المجلس الادعاء بعريضة تحصل على موافقة خمس النواب أي 26 نائباً. أي ادعاء لا يحصل على العدد المذكور لا يتحرّك بموجبه الملف، وهذا أمر شبه مستحيل، بحسب اسماعيل.

يستعرض الخبير الدستوري قصّة الادعاء على السنيورة، والتي قامت حيالها الدنيا ولم تقعد، وردّت حينها الملفات على النيابة العامة. أكثر من ذلك، بعدما تغيّرت حكومة الحص وأنت حكومة الحريري تبدلت المعطيات، فادعى نواب

يسرد تاريخ المجلس الأعلى لمحاكمة الرؤساء والوزراء، فيشير الى أنّ المادة 80 من دستور عام 1926 دعت صراحة الى إنشائه، دون أن يتم وضع قانون تطبيقي له. وفي عام 1989، أدرجت وثيقة الوفاق الوطني بنداً إلزامياً تنص فيه على ضرورة إنشاء المجلس المذكور ضمناً



العدد - ١٢٥

تاريخ الإصدار: ٢٨ شباط

٢٠١٩

اسبوعية إقتصادية - تصدر شهرياً مؤقتاً

رئيس التحرير : مروان وليد الطيبي

مدير التحرير : عبد معروف

المدير المسؤول : فوزي صولي

ترجمة : وجيه بعيني

مدير العلاقات العامة : ماهر عيّا

٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت : شارع مار الياس

سنتر دكا - ط٧

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣

فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الإشتراك السنوي

داخل لبنان:

الأفراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

«الأعلى لمحكمة الرؤساء والوزراء في لبنان».. أبرز أدوات مكافحة الفساد ولكن؟

فاطمة سلامة

«فعل المجلس الأعلى لمحكمة الرؤساء والوزراء في لبنان فعله، وسبق الذين سرقوا ونهبوا الشعب اللبناني الى السجن. هناك سيقضون الكثير من سني عمرهم، بجرم إيصال المواطنين الى ما هم عليه في الدرك الأسفل من الفقر والعوز والمديونية. هناك لا مكان للتنعم بأموال الشعب المسروقة. لا مكان لـ«البريستيج» ولوازمه، فالجميع متساو أمام قوس العدالة. ومن كان يمارس السطوة والسلطة، ها هو رهينة القضبان، يتلو فعل الندامة ربما على سجل أسود لم يكن فيه على حسن ظن الشعب الذين حملته أمانته».

للأسف، ما سبق لا يمت للواقع بصلة. ما سبق يكاد يكون حلاً يراود كل لبناني. إنه مشهد يطرق مخيلة الكثير منا منذ اشدت الحملة على الفساد والفاستين. يُحدّث البعض نفسه بالقول: «معقول يجي يوم شوف فيه رئيس أو وزير لبناني بالحبس؟». لا يخجل بالسؤال، تراه يُردده عالياً، ليتبعه بسؤال آخر «إذا تحقق هذا الأمر، بدي آمن هالمرة بلبنان». تُراوده أفكار أخرى «هالشى صعب وصعب كثير طالما الطائفية متجذرة في هذا البلد».

هذه التمنيات الشعبية التي كانت مستحيلة في عقود خلت، تأتي في غمرة الحديث عن الفساد والفاستين من كل حذب وصوب، خصوصاً وسط تصميم وإصرار من حزب الله على متابعة هذه المعركة حتى النهاية. يُسانده في ذلك البعض، فيلاقيه عند منتصف الطريق. البداية مع تجهيز الأرضية؛ المطلوب محاكمة كل متورط في لعبة الفساد من رأس الهرم الى أسفله، ما



يستلزم تجهيز الأرضية لذلك عبر إعادة «هيكلية» المجلس الأعلى لمحكمة الرؤساء والوزراء، المجلس الذي أثبتت التجارب السابقة معه أن لا فرق بين وجوده من عدمه. والدليل، عدم تمكنه على مدى حوالي ثلاثين عاماً من محاكمة أي رئيس أو وزير في تاريخ لبنان. هذا لا يعني أنّ الجميع «نظيفو الكف»، بل الجميع تعلقوه ريشة ومظلة سياسية تمنع محاكمته، وتحوّل القضايا الشخصية الى طائفية.

الساحلي: لتعديل القانون

النائب السابق عن كتلة الوفاء للمقاومة نوار الساحلي الذي كان عضواً رديفاً في المجلس الماضي، يُشدّد على أنّه عندما نريد محاربة الفساد، فيجب أن نُجهز الهيئة التي ستحاكم المتورطين بالفساد، ولكن هناك مشكلة جوهرية بحسب الساحلي تكمن في أصل القانون وشروطه، فتحريك المجلس لملف أمام المحكمة الخاصة يلزمه ثلثي أعضاء مجلس النواب، بمعنى أن اتهم أي رئيس أو وزير لإحالاته الى المحاكمة يحتاج الى تصويت الثلثين. من وجهة نظر المتحدث يجب تعديل القانون لتسهيل العمل فالإحالة لا تعني الإدانة، بل هي تحقيق ومحاكمة قد يخرج من بعدها الملاحق بريئاً.

ويؤكد الساحلي أن الحسابات السياسية حالت دون إحالة أي شخص. فلأسف كل شاردة وواردة في لبنان تتخذ علامة سياسية وطائفية، فإذا اتهم أي شخص، تُصوّر القضية على أنّها حرب تستهدف طائفة بعينها. يُطالب الساحلي بضرورة رفع

اليوم، يدعو رئيس مجلس النواب الى جلسة برلمانية لانتخاب المجلس الأعلى لمحكمة الرؤساء والوزراء الأسبوع المقبل. بالنسبة اليه سيمارس هذا

الغطاء السياسي عن أي مرتكب لأن الفساد لا دين له ولا طائفة.

تتمّة ص. ٤

برسم وزارة البيئة .. تحويل النموذج إلى سياسة وطنية !

د. ناجي قديح

مرة أخرى، لا بد من تدقيق المفاهيم لكي يستوي البحث على قواعد مستقرة، يمكن لها أن تؤدي إلى نتائج تتوّج بوضع سياسات واستراتيجيات واضحة وسليمة بيننا للنفايات في لبنان على مستوى الحكومة. وهذا ما هو مطلوب في المرتبة الأولى من وزارة البيئة.

إن هذه الرؤية حيال النفايات، هي التي تشترط السير بخيارات الفرز الجدي من المصدر، وبموازاة ذلك، تجهيز وتشغيل مراكز فعالة للفرز وفصل المكونات، التي تشكلها النفايات. هذا ما يساعد على رفع كفاءة فصل وتوضيب الموارد الثانوية القابلة للتدوير، التي تحتاجها الصناعة اللبنانية لإعادة إدخالها في دورتها الإنتاجية. ومن جهة أخرى، إن جمع المكونات العضوية مفروزة من المصدر سيوفر الشروط المناسبة لتصنيع كومبوست عالي النوعية، قابل للتسويق داخليا والتصدير إلى الخارج. في هذه المناسبة لا ضير من التذكير أن السوق اللبناني يستورد "الكومبوست" بعشرات ملايين الدولارات من الدول، التي تتمتع بنظام فعال لإدارة نفاياتها على اعتبارها موارد ثانوية قابلة لاسترداد قيمتها عبر تدويرها ومعالجتها وتحويلها وتصنيعها. إن تحقيق كل ذلك بطريقة فعالة يستلزم إعادة النظر جذريا بنظام الجمع ووسائل نقل النفايات. إن الفرز من المصدر يستلزم الجمع المنفصل للموارد الثانوية المختلفة، إلى مراكز توضيبها وتدويرها ومعالجتها وتحويلها وتصنيعها. ومن جهة أخرى، إن جمع النفايات ونقلها إلى مراكز الفرز يستلزم التخلي الكامل عن شاحنات الكبس والضغط، حيث أنها تؤدي إلى تداخل الموارد و"خبصها"، مما يجعل من عملية الفرز في المراكز عملية شبه مستحيلة، حيث تتطلب جهودا استثنائية كي تحقق الحد المعقول من الفعالية. إن غياب التلاؤم بين طريقة الجمع ووسائل النقل من جهة، وبين متطلبات الفرز والفصل والتعريب الفعال للموارد، بالإضافة إلى أسباب تتعلق بالإدارة والتنظيم من جهة أخرى، يكمن وراء الفشل الذريع، الذي واجهه عمل معظم مراكز الفرز والمعالجة الموجودة في مختلف المناطق اللبنانية، التي بنيت معظمها بهبات من الإتحاد الأوروبي.

نعم، إن التجارب الناجحة للجمعيات البيئية وبعض البلديات، وبعض تجارب القطاع الخاص، تشكل نموذجا يحتذى ودليلا قاطعا على أن فعالية ونجاح الرؤية، التي تنظر للنفايات على أنها موارد ثانوية علينا وضع النظام الملائم لاستردادها، قابلة للتحويل إلى سياسة وطنية لإدارة النفايات، متكاملة وسليمة بيئيا وأمنة صحيا ومعقولة الكلفة ولها دور في تفعيل الاقتصاد المنتج، على حساب سياسات هدر الموارد تدمير البيئة وتهديد الصحة وتبذير المال العام.

الوزارة والقطاع الأهلي البيئي وكل أصحاب الرأي في هذا الملف والملفات البيئية عموما، بجولة جدية وعميقة لهذه التجارب وتقييم لها، والبحث في ما تقدمه من دروس لاستخلاص الرؤية التي تحكمها، وفلسفتها حيال النفايات. هذه الرؤية، التي تقطع كليا وعميقا مع النظرة التقليدية القديمة، التي تعتبر النفايات "كتلة من المرفوضات" مطلوب التخلص منها، فتحصر خياراتها للتخلص في المكبات العشوائية، التي تغطي جغرافية لبنان كلها، والمطامر التي خربت الشواطئ اللبنانية ولوثت البحر وأرهقت ملايين المواطنين بالتعرض للروائح والغازات

في إدارة هذا الملف الكبير والثقيل، بل إن حدود فعاليتها، وهذا ليس تقليلا من أهميتها على الإطلاق، أنها تقدم النموذج والدليل على أن السير الجدي في هذه الخيارات السليمة بيئيا يشكل عملية ممكنة وقابلة للنجاح حتى ولو بإمكانات محدودة جدا، فكيف إذا تحولت إلى سياسات واستراتيجيات رسمية تقرها الحكومة والبرلمان وترصد لها الموازنات، ولو جزءا من مما هدرته حتى الآن من أموال طائلة من المال العام؟

من هذا الباب بالتحديد، قلنا سابقا، ونعيدها اليوم، إن دور وزارة البيئة، لا ينحصر في إظهار

شهد لبنان على مدى العقود الثلاثة على الأقل، تجارب ومحاولات ناجحة جزئيا أو كليا، على مستوى بعض الجمعيات البيئية والمبادرات، النسائية والشبابية والأهلية، وأحيانا على مستوى بعض البلديات الصغيرة أيضا. إن الحكمة في تقييم هذه التجارب والمبادرات تكمن في اعتبارها نماذج تقدم الدليل على واقعية السير بخيارات الفرز من المصدر، وفصل المكونات القابلة للتدوير، وفي حالات أقل من حيث العدد والإتساع، الانتقال إلى معالجة المكونات العضوية بالتسيخ الهوائي، لإنتاج الكومبوست، ولو بتقنيات قابلة للتطوير والتحسين ورفع الفعالية والكفاءة.

نشهد في السنوات الأخيرة، تجارب أكثر اتساعا وأوضح نجاحا مع بعض البلديات، والمبادرات التي تحولت من مبادرات أهلية إلى نشاط مؤسسات قطاع خاص صغيرة، لتطوير تقنية التسيخ. إضافة لممارسة ناجحة على قياس صناعي للهضم اللاهوائي لإنتاج البيوغاز وبالتالي توليد الطاقة، كما هي الحال في معمل صيدا الكبير نسبيا، ومعمل بكاسين الصغير نسبيا.

هدفنا من هذا الإستعراض السريع للمعطيات الواقعية المتعلقة بإدارة النفايات على المستوى الشعبي، الأهلي والبلدي، والمبادرات الخاصة الصغيرة والطامحة للنمو، يتمثل بتمييزها عن السياسات الرسمية للحكومات والبرلمانات المتعاقبة على حكم البلاد، والمسؤولة الحقيقية عن ما يعيشه لبنان من أزمة عميقة لإدارة النفايات، مرتبطة بتلويث فطيع للأوساط البيئية المختلفة، هواء وبحرا وتربة ومياها سطحية ومياها جوفية وسلسلة غذائية، وبالتالي مسببة لتدهور أكثر فظاعة في الأمان الصحي للشعب اللبناني، حيث قفزت معدلات الإصابة بالأمراض السرطانية والمزمنة إلى مستويات مقلقة جدا. هذا كله يترافق بهدر صلف ونهب صريح للمال العام عبر عقود النفايات، التي تنقل الأزمة من حلقة إلى حلقة دون كسر مسارها الجهمي، والإنطلاق في اتجاه سياسات شاملة ومتكاملة سليمة بيئيا للنفايات.

إن كل المبادرات والتجارب، وخاصة منها تلك المتنامية والمستمرة، عند المجتمع الأهلي من جمعيات وبلديات، هي في حقيقتها تجارب لا يمكن لها أن تطمح إلى الحلول محل الدولة

والجزينات المزعجة والضارة والسامة والمسببة للأمراض المزمنة، أو الانتقال مؤخرا إلى التحضير للدخول في عصر المحارق، الذي سينقل لبنان إلى حقبة إنهيار الأمان الصحي الخطير، والتلويث البيئي الثابت، والذي يهدد الصحة العامة لأجيال قادمة.

هذه الرؤية، التي تركز على الفهم الحديث للنفايات، وتعتبرها موارد ثانوية لها قيمة، ينبغي العمل على وضع نظام الإدارة المتكاملة السليم بيئيا، لاسترداد هذه القيمة بوسائل وطرق تضمن حماية البيئة والصحة العامة، وتحقيق استرداد الحد الأقصى الممكن من هذه القيمة المخزنة فيها، بهدف تخفيف مجمل كلفة إدارة هذا القطاع وما شكله حتى اليوم من مزارب هادر لتسريب المال العام.

التعاطف مع هذه التجارب، أو تجبيرها، أو خطف بريقتها بوسائل شعبية أصبحت مجوجة، بل الذهاب بها بعيدا لتطويرها كي تصبح سياسة واستراتيجية وطنية لإدارة النفايات. هذا هو دور وزارة البيئة الحقيقي، أن ترتقي بهذه التجارب والمبادرات، عبر تبني نهجها ورؤيتها وفلسفتها وآليات عملها لتحويلها استراتيجية متكاملة سليمة بيئيا، معززة بكامل عدتها من تشريعات قانونية ومراسيم تطبيقية ومنظومات مقاييس ومواصفات وآليات رقابة ورصد وإبلاغ وتقييم وتحسين ورفع للأداء، تشكل أساسا صلبا لتنظيم وتطوير قطاع صناعة إدارة النفايات بكل حلقاتها.

هل يحق لنا أن نتوقع من وزارة البيئة في عهد وزيرها الجديد أن يطلق بجدية وصدق هذه الآلية؟ ليبدأ، عبر تشكيل هيئة حوار جدي بين



القضية المركزية

الاحتلال مستمر بسياسة نهب أموال السلطة الفلسطينية



لبنان

مكافحة الفساد

جدل سياسي حول الفساد في لبنان... و حاجة ملحة لأدوات عملية

الحكومة العتيدة بين وعود «سيدر» وإصلاحات مستحيلة

بتشكيل الحكومة، يُفترض بالبلد السير وفق إنتظام مالي يقوم على قاعدة أساس مفادها، إقرار الموازنة العامة، بعدما كان الإنفاق يتم وفق قواعد الصرف «الإثني عشرية». وفي كواليس دراسة موازنة العام 2019، ثمة طارئ على حسابات الدولة المالية، يتلخص بمؤتمر «سيدر». ففي لغة الأرقام ما قبل «سيدر» ليس كما بعده، حيث وصلت نسبة عجز الموازنة قبل المؤتمر تبعاً للنتائج المحلي الى حدود 10%، ليأتي بعدها «سيدر» ويفرض على الدولة تخفيض هذه النسبة الى 5% في نهاية العام المنصرم. (زينب زعير)



ولكن ما حصل جاء معاكساً، حيث زاد الإنفاق في الدولة، لنصل الى أرقام كارثية على مستوى البلد، تُطرح معها علامات الإستفهام عما إذا كانت الحكومة تستطيع الحفاظ أو لجم زيادة العجز. وفي معلومات تتعلق بدراسة موازنة 2019، فإن المدير العام للمالية العامة آن بيفاني، قام بوضع نسخة أولية لموازنة العام 2019، وأظهرت هذه الدراسة بنتيجتها عجزاً بقيمة 8 مليار دولار أي ما يوزاي 15% من الناتج الإجمالي.

وبذلك، فإن نسبة العجز باتت تتخطى الـ 6 مليار دولار، أي 11% من الناتج المحلي الإجمالي. وفي حال صدقت التوقعات وخرجت الأرقام الى العلن على هذه الشاكلة السوداء، لتقدم الى المجلس النيابي ويُصار الى إقرارها، فما الذي ستقوم به الحكومة، في ظل تأكيد المسؤولين غياب الإجراءات الضريبية لموازنة 2019، وأي «وصفة سحرية» ستتبعها حكومة «العلن» للجم العجز؟

يؤكد الخبير في الشأن الاقتصادي الدكتور إيلي يشوعي، صدقية هذه الأرقام، ويذهب في تحليلها أبعد من ذلك، معتبراً أن الحكومة اليوم ليست قادرة على فعل أي تغيير من شأنه أن يلجم تصاعدية الأرقام، وكل ما عدا ذلك هو «حكي بحكي».

وإذ يفترض منطق الأمور أن تُعرض مختلف هذه الملفات في مجلس النواب ليُصار الى إحالتها الى المدعي العام المالي، ولكن حسابات حقل السياسة لا تتفق وبيدر المواطن، وبالتالي فإن العناوين

ومن المرجح أن تصل الموازنة الى مجلس النواب قبل نهاية آذار المقبل، على أن تحال فوراً إلى لجنة المال والموازنة النيابية، لتتم

الأبرز التي يجب أن تنطلق منها المعالجة هو تحرك قضائي نزيه وإلا فسيبقى «الفلتان» الاقتصادي سارياً.

بحسب يشوعي فإن «جماعة سيدر أغرقونا بالديون»، ويرى فيه مؤامرة توطينية على لبنان، وبأن شيئاً لن يتغير طالما أن «النوايا ذاتها، والصفقات ذاتها، وكذلك الإفادة المالية لجيوب المنتفعين»، وبذلك فإن العمل مع الفريق الحالي كمن يقول «لقد فات الأوان».

في المقابل يضع يشوعي خمسة عناوين يتوجب على الحكومة إتباعها في حال أرادت لجم العجز:

أولاً: اللامركزية الإدارية والمالية، وذلك ما لن يحصل، بحسب يشوعي، الذي يعتبر أن اللامركزية تحتاج الى مجالس أفضية، وهذه المجالس ستؤدي الى كبح صلاحياتهم في وقت تسعى فيه الطبقة السياسية الى تنفيذ المركزية المفرطة.

ثانياً: الخروج نهائياً من تمويل وإدارة الخدمات العامة وتلزيماً بشفافية مطلقة من قبل هيئة عليا ونزيهة ونظيفة الكف، على أن يبقى حق المراقبة للدولة.

ثالثاً: إستقلالية القضاء والإدارة، حيث يجب أن تتم التعيينات من خلال المجلس الاعلى للقضاء ومجلس الخدمة المدنية، وذلك ما لن يحصل أيضاً لأن الطبقة السياسية تريد إقرار التعيينات على ذوقها.

رابعاً: إصلاح ضريبية قائم على الضرائب الشخصية.

خامساً: السياسة النقدية للبنك المركزي، والإبتعاد عن البدع المبنية على المنافع الشخصية، كما يختم يشوعي حديثه.

وبذلك، فإن هذه الأرقام ومعها المقاربة السياسية - الاقتصادية، تستدعي الإسراع بمسألتي الإصلاح السياسي ومحاربة الفساد، وهما أمران كان لبنان قد تعهد بهما أمام المانحين خلال مؤتمر «سيدر».